

La biodiversité marine une question très politique

C'est ce qui ressort des auditions menées hier à la plateforme scientifique Stella Mare par un groupe de travail issu du conseil économique et social européen et chargé de réfléchir sur la question de la bioéconomie bleue



Le homard est une espèce bagarreuse. Pour éviter les frictions, elle a développé un système de communication qui lui est propre. Mais en raison du bruit lié au trafic maritime, celui-ci dysfonctionne et les agressions se multiplient. Un phénomène que les scientifiques ont mis au jour en travaillant autour du concept de "paysage sonore". Cet aspect de la problématique environnementale en milieu marin n'est qu'un des nombreux sujets évoqués hier à la plateforme Stella Mare, à l'occasion du déplacement du groupe de travail constitué par le Comité économique et social européen (CESE) sur le thème de la bioéconomie bleue. Une séance de travail programmée sur deux jours, à l'instigation d'Henri Malosse, membre - et ex-président - du CESE. "L'Union européenne nous a commandé un rapport sur cette question de la bioéconomie bleue, explique-t-il. J'ai suggéré que nous allions voir sur le terrain ce qui peut se faire pour restaurer la biodiversité marine."

"Scientifiques citoyens"

Une découverte du travail de terrain, qui commence par une visite

guidée de la plateforme scientifique de l'université de Corse, sous la conduite de son directeur, Antoine Aiello. "Grâce aux résultats de l'expérience scientifique, on voit qu'il est possible d'envoyer un processus de perte de biodiversité et en même temps, créer non pas du profit mais des richesses, assure celui-ci. Nous travaillons par exemple sur le corb, qui est une espèce protégée et dont le stock continue pourtant de baisser. Si l'on pouvait maîtriser sa reproduction, il pourrait à nouveau être assujéti aux prélèvements des professionnels de la mer, et profiter à la pêche artisanale."

Des propos qui trouvent un écho dans l'intervention de Gérard Romiti, le président du comité national des pêches, invité par le groupe de travail à prendre part aux auditions. "Nous, pêcheurs, nous sommes montrés du doigt par les ONG, présentés comme des prédateurs, déplore-t-il. Or, il faut savoir que la Méditerranée, qui représente seulement 8 % de la surface des eaux, concentre 28 % du trafic maritime. Aujourd'hui, ce n'est pas la surpêche qui est la cause première de l'extinction des espèces, c'est la pollution humaine et l'absence de réglementation dans les pays de la rive



Scientifiques, professionnels de la mer, économistes, ont pris part aux auditions organisées par le groupe de travail du CESE. / PHOTOS JONATHAN MAR

sud." Une situation qui rappelle l'importance des enjeux liés à la recherche scientifique, mais pas seulement. Pour se forger un avis sur la question, le groupe de travail européen auditionne également Sylvain Lamare, de l'Institut écologie et environnement du CNRS. Dans un propos riche en exemples pratiques - dont celui du homard - il insiste sur la nécessité d'élargir la démarche de recherche en allant au-delà du cercle des sciences dures et en y associant anthropologues, sociologues et économistes... "Il faut que nous travaillions tous ensemble, souligne-t-il. Il y a aujourd'hui une véritable prise de conscience de la part des scientifiques. Ils savent désormais qu'ils sont aussi des citoyens; qu'ils ont vocation à être des lanceurs d'alerte mais aussi à s'approprier les at-

tentes des populations du point de vue des enjeux sociaux et économiques de demain."

"Le nouveau slogan de l'Union européenne"

Une approche transdisciplinaire, citoyenne et finalement politique de la question de la bioéconomie maritime qui constitue sans doute le cœur de la problématique. C'est du moins le sens de l'intervention de Ricardo Petrella, politologue et économiste, ancien professeur à l'université catholique de Louvain. Par l'effet d'une défiance dans le système de vidéoconférence, son visage n'apparaît pas à l'auditoire. Ce qui ne donne que plus de relief à un propos aussi éloquent que lourd d'avertissements. "J'ai l'impression que dans les sphères européennes, la

notion de bioéconomie bleue est venue remplacer celle d'économie verte, qui a émergé dans les années 80, en ce qu'elle ne contredit pas l'idée de croissance, souligne-t-il. On veut nous faire croire que, grâce à la science, on a la capacité de devenir plus grands, tout en respectant la nature, sans déchets, sans émissions, sans pollution !... Aussi voudrais-je attirer l'attention du CESE, sur le danger qu'il y a à faire de l'économie bleue, le nouveau slogan au soutien des politiques de l'Union européenne. Ce n'est pas avec des slogans qu'on résoudra nos problèmes avec la terre. C'est avec des changements de modèle de vie et de modèle de business." Une intervention pugnace - un peu façon homard - mais sans doute à la hauteur de l'enjeu.

PIERRE NEGREL